

principe, ni son montant, ne sont imposés par la loi. Et, en tout état de cause, même pour ce type de dépenses, l'Assemblée fédérale ne dispose que d'une marge de manoeuvre réduite. Même si la loi ne prévoit pas directement une dépense, l'Assemblée fédérale doit veiller à ce que les obligations légales puissent être remplies. Elle ne saurait donc adopter des arrêtés portant sur une couverture de crédit qui serait en contradiction avec la loi.

Ainsi, si, dans un certain domaine, l'Assemblée fédérale veut débloquer un montant inférieur à celui qui est nécessaire à l'exécution correcte des obligations légales, voire ne rien débloquer du tout, elle doit d'abord modifier sa loi en conséquence. Voyez-vous, dans l'hypothèse où le référendum financier serait instauré, le rejet en votation populaire d'un crédit voté par l'Assemblée fédérale et destiné à une tâche donnée fixée par la loi, sèmerait assurément la confusion. L'Assemblée fédérale devrait voter à nouveau un crédit le plus rapidement possible. Elle devrait aussi interpréter la volonté du souverain pour savoir si ce dernier a rejeté le crédit parce qu'il était trop élevé ou parce qu'il ne l'était pas assez, ou encore parce qu'une région était peut-être avantagée par rapport à une autre. Cela serait une complication énorme.

En définitive, la situation décrite ci-dessus allongerait et compliquerait énormément les processus décisionnels. Nous pensons qu'un bon examen du budget, le frein aux dépenses et le frein à l'endettement sont des instruments beaucoup plus adéquats que cet instrument du référendum financier, qui apporterait énormément de complications et de problèmes dans la gestion financière, comme l'a dit le Conseil fédéral.

Nous vous demandons donc de suivre la commission et de classer l'initiative.

Le président (Bugnon André, président): Le groupe radical-libéral soutient la proposition de la majorité de la commission. Le Conseil fédéral vous invite également à classer l'initiative.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 03.401/497)

Für den Antrag der Mehrheit ... 123 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 60 Stimmen

06.442

Parlamentarische Initiative grüne Fraktion. Mitsprache des Volkes bei Militärausgaben Initiative parlementaire groupe des Verts. Consultation du peuple sur l'engagement de dépenses militaires

Vorprüfung – Examen préalable

Einreichungsdatum 23.06.06

Date de dépôt 23.06.06

Bericht SPK-NR 30.11.07

Rapport CIP-CN 30.11.07

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Leuenberger-Genève, Hämmerle, Heim, Hubmann, Schelbert, Roth-Bernasconi, Vermot-Mangold)

Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Leuenberger-Genève, Hämmerle, Heim, Hubmann, Schelbert, Roth-Bernasconi, Vermot-Mangold)

Donner suite à l'initiative

Meyer-Kaelin Thérèse (CEg, FR), pour la commission: C'est un projet similaire, mais étonnamment avec une minorité complètement différente, qui propose de donner suite à l'initiative.

L'initiative parlementaire du groupe des Verts, «Consultation du peuple sur l'engagement de dépenses militaires», vise à modifier l'article 141 de la Constitution de telle sorte que tout octroi de crédits d'engagement pour l'achat de matériel de guerre et de matériel de l'armée ou de biens d'armement destinés au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports soit désormais soumis au référendum facultatif selon le texte déposé suivant: «L'article 141 de la Constitution, Référendum facultatif, sera modifié afin que les arrêtés fédéraux simples portant allocation d'un crédit d'engagement pour l'achat de matériel de guerre et de matériel de l'armée ou de tout autre bien d'armement destiné au DDPS fassent l'objet d'un référendum facultatif.» La commission a procédé à l'examen préalable de cette initiative le 1er novembre 2007, voici ses considérations.

La commission, qui avait déjà décidé le 27 août 2007 de ne pas soumettre à son conseil – vous l'avez entendu – un projet d'acte portant sur l'introduction d'un référendum financier de portée générale et de proposer le classement de l'initiative correspondante – avec succès il y a deux minutes –, est donc logiquement opposée à l'introduction d'un référendum partiel portant uniquement sur les dépenses d'armement. Elle considère en effet qu'il serait peu judicieux et surtout illogique d'inscrire dans la loi un référendum qui permettrait aux citoyens de s'exprimer spécifiquement sur les dépenses concernant un domaine politique particulier, alors que ces mêmes citoyens n'auraient pas la possibilité de le faire sur les dépenses d'autres domaines, comme par exemple les transports ou l'aide au développement.

Par ailleurs, l'instauration d'un référendum financier limité à un seul domaine poserait les mêmes problèmes que celle d'un référendum financier de portée générale, le plus aigu étant le ralentissement, voire le blocage du processus décisionnel; ainsi, partant du fait que le programme d'armement devrait être traité par les conseils lors des sessions d'automne et d'hiver, on peut présumer, en comptant le délai référendaire – et nous pourrions pratiquement chaque fois compter avec le dépôt d'un référendum – et la votation qui devrait vraisemblablement s'ensuivre, que la procédure ne serait pas close avant la deuxième moitié de l'année suivante, alors qu'à cette période les travaux préparatoires concernant le prochain programme d'armement devraient déjà être achevés depuis longtemps. Il apparaît donc qu'instaurer un référendum facultatif sur les dépenses d'armement rendrait difficile toute planification à long terme.

La proposition de l'initiative a toutefois reçu le soutien d'une minorité de la commission qui considère que l'armement est un domaine qui se prête tout particulièrement à la codécision des citoyens parce qu'il porte sur des questions très concrètes telles que les dépenses à engager, au titre d'un crédit d'investissement classique, pour un projet spécifique, par exemple lors de l'achat d'avions de combat, de chars de combat ou de systèmes radio. Mais on a vu que, souvent, ces achats reposaient aussi sur des lois qui étaient, elles, sujettes au référendum; ainsi, le peuple avait aussi pu se prononcer sur les grands achats d'armement. La minorité pense que ces achats concernent une grande partie de la population.

Je vous répète que la majorité estime très problématique d'instaurer le référendum financier uniquement sur l'engagement de dépenses militaires. Avec cohérence d'ailleurs, la majorité de la commission vous a proposé de classer aussi l'initiative parlementaire qui prévoit l'instauration du référen-

dum financier de portée générale. Pour mémoire, je vous rappelle que le peuple s'était déjà prononcé en 1987 contre une initiative populaire allant exactement dans le même sens.

La commission propose donc, par 15 voix contre 7 et 1 abstention, de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire du groupe des Verts, et elle vous demande de la suivre.

Engelberger Edi (RL, NW), für die Kommission: Ihre Kommission hat an ihrer Sitzung vom 1. November 2007 die am 23. Juni 2006 von der grünen Fraktion eingereichte parlamentarische Initiative eingehend beraten und geprüft. Die Initiative verlangt, dass Artikel 141 der Bundesverfassung dahingehend abzuändern ist, dass künftig einfache Bundesbeschlüsse, welche Verpflichtungskredite für die Beschaffung von Kriegs- und Armeematerial sowie von sonstigen Rüstungsgütern des VBS beinhalten, dem fakultativen Referendum unterstellt sind. Die grüne Fraktion begründet ihren Vorstoss damit, dass das zum damaligen Zeitpunkt aktuelle Rüstungsprogramm in der Höhe von 1,5 Milliarden Franken bei einem Grossteil der Bürgerinnen und Bürger die beiden folgenden Fragen aufwerfe: Wozu derartige Ausgaben, die sich weder finanz- noch sicherheitspolitisch rechtfertigen lassen? Und: Warum haben wir dazu nichts zu sagen? In Zeiten der knappen Ressourcen gelte es, finanzpolitische Prioritäten zu setzen. Das alles rufe nach einer demokratischen Mitsprache.

Am 27. August 2007 hat sich die Staatspolitische Kommission des Nationalrates dagegen ausgesprochen, dem Rat einen Erlassentwurf für die Einführung eines allgemeinen Finanzreferendums zu unterbreiten. Sie haben soeben der Abschreibung dieses allgemeinen Finanzreferendums zugestimmt. Die Kommission sieht nun keinen Grund, nach dem Verzicht auf die Einführung eines allgemeinen Finanzreferendums ein Mitspracherecht des Volkes in spezifischen Bereichen, in diesem Fall bei den Rüstungsausgaben, vorzusehen.

Ein Finanzreferendum in einem spezifischen Politikbereich ist nicht sinnvoll; das ist die Ansicht der Kommission. Es ist nicht einzusehen, warum die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger bei Rüstungsausgaben mitreden sollen, aber nicht bei Ausgaben zum Beispiel in den Bereichen Entwicklungshilfe, Verkehr usw. Die gleichen Probleme, die sich bei der Einführung eines allgemeinen Finanzreferendums ergeben hätten, wären auch bei der Einführung eines Referendums im Rüstungsbereich zu erwarten. Insbesondere müsste mit einer Verzögerung, wenn nicht gar Blockierung der Entscheidungsprozesse gerechnet werden. Diese Problematik der Verzögerung des Entscheidungsprozesses durch das Finanzreferendum ist gerade bei Rüstungsfragen und gerade bei Rüstungsprogrammen offensichtlich. Eine sinnvolle Planung über Jahre wäre nicht mehr möglich.

Die Kommissionsminderheit ist hingegen der Ansicht, dass sich eben gerade der Rüstungsbereich besonders für die Mitsprache des Volkes eigne, weil dort bestimmte Projekte finanziert werden sollen. Dies seien konkrete Fragen, welche für eine Mitsprache des Volkes geeignet seien.

Ich beantrage Ihnen im Namen der grossen Mehrheit der Kommission – der Entscheid fiel mit 15 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung –, dieser parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben, es also gleich wie beim allgemeinen Finanzreferendum zu machen.

Leuenberger Ueli (G, GE): Il y a quinze ans, les initiatives populaires fédérales «40 places d'armes, ça suffit!» et «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» avaient suscité bien des débats au sein de la population. L'initiative populaire «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» avait réussi à réunir un demi-million de signatures en un mois et à remplir la Place fédérale de ses partisans et partisanses. Près de 43 pour cent des votants et des votantes s'étaient exprimés en faveur de la non-acquisition de nouveaux avions de combat et près de 45 pour cent pour la suppression des places d'armes.

La question des aéroports militaires se pose également. Chacun sait que cette question fait débat, non seulement au sein de la gauche, mais également dans le camp bourgeois, voire au sein de l'armée. Chacun sait que cette question suscite bien du scepticisme et des débats. Il est probable qu'il y ait sous peu un nouveau moratoire contre la construction de nouveaux aéroports. Ne serait-il pas préférable d'instaurer un système où le peuple aurait son mot à dire sur les dépenses en matière militaire?

Je tiens à répondre brièvement à quatre contre-arguments potentiels contre le référendum. On nous rétorque qu'il serait erroné de lancer un référendum contre les dépenses militaires. Mais il existe, aujourd'hui déjà, des votations qui constituent en partie des référendums financiers. Je me réfère ici aux votations concernant la NLFA ou celles concernant certains projets d'aide au développement ou concernant la politique agricole.

On nous rétorque qu'un tel référendum retarderait l'acquisition de matériel militaire, mais ici dans cette salle, à l'exception des membres de la Commission de la politique de sécurité, qui sait quand on devra acheter de nouveaux avions de combats? qui connaît la date précise?

On nous rétorque que les questions relatives à l'armement seraient trop compliquées pour les citoyennes et les citoyens. Mais le référendum sur l'armement concerne en général des crédits d'investissement portant sur des projets précis: il s'agit de chars blindés, d'avions de combat, d'avions de transport.

On nous rétorque que les questions relatives à l'armement seraient trop importantes pour être soumises au peuple. Quiconque apprécie la démocratie directe à sa juste valeur avancera au contraire l'argument inverse: plus une question est importante, plus il est souhaitable qu'elle soit soumise au vote des citoyennes et des citoyens.

Au nom de la minorité de la commission, je vous demande de bien vouloir donner suite à l'initiative parlementaire du groupe des Verts.

Lang Josef (G, ZG): Herzlichen Dank für die faire Berichterstattung durch die Sprecherin und den Sprecher der Kommission.

Die Mitsprache des Volkes bei Militärausgaben ist kein neues Thema. Bereits 1954 hat der Bundesrat selber – unter ausdrücklichem Hinweis auf das Rüstungsprogramm – die Referendumsmöglichkeit befürwortet. 1987 hat eine Volksinitiative in einer Situation, in der Rüstungsausgaben weniger infrage gestellt wurden als heute, 41 Prozent der Stimmen erhalten. 1992 kamen innert eines Monats eine halbe Million Unterschriften für die Stop-F/A-18-Initiative zustande. Bei dieser handelte es sich materiell um eine Art Rüstungsreferendum. 1996 ergab eine repräsentative Univox-Umfrage, dass 77 Prozent der Befragten ein Rüstungsreferendum befürworteten. Heute dürften mindestens drei Viertel der Bürgerinnen und Bürger die Mitsprache in Sachen neue Kampfflugzeuge wünschen. Hier liegt das erste und wichtigste Argument für die Mitsprache des Volkes. Das Volk will mit-sprechen.

Hier möchte ich aus aktuellen Gründen eine Klammerbemerkung anbringen. Wenn die auch in bürgerlichen und in Offizierskreisen höchst umstrittene Beschaffung neuer Kampfflieger vors Volk kommt, dann über den Umweg einer Moratoriums-Initiative. Wer heute das Rüstungsreferendum ablehnt, kann uns morgen nicht vorhalten, eine Moratoriums-Initiative gegen die Beschaffung von Rüstungsgütern sei der falsche Weg. Es bleibt dann halt der einzige Weg.

Das zweite Hauptargument für ein Rüstungsreferendum: Bei Armeefragen besteht ein besonderer Klärungs- und Diskussionsbedarf. In einer direkten Demokratie liegen die Diskussion, die Klärung und die Entscheidung primär bei den Bürgerinnen und Bürgern.

Drittens – ich sage dies auch in Anspielung auf die Abstimmung, die wir vorher durchgeführt haben –: Wir können auf Bundesebene sehr wohl über Finanzfragen abstimmen. Ich persönlich, dies in Klammern, bin nicht grundsätzlich gegen das allgemeine Finanzreferendum, deshalb habe ich mich

vorher auch der Stimme enthalten. Über Finanzfragen stimmen wir ab bei der AHV, bei der Hochschulförderung, bei der Agrarpolitik, beim Bau neuer Eisenbahnlinien, bei den Krediten an die Internationale Entwicklungsagentur, bei der Filmförderung. Das heisst, es gibt bereits spezifische Abstimmungen über Finanzfragen. Warum also soll es ausgerechnet dort keine Mitsprache des Volkes geben, wo das Bedürfnis nach Mitsprache am grössten ist, bei den Rüstungsausgaben?

In diesem Sinne bitte ich Sie, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.442/498)

Für Folgegeben ... 61 Stimmen

Dagegen ... 120 Stimmen

08.005

Schweizer Delegation bei der Parlamentarischen Versammlung der Nato. Bericht

Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport

Zweitrat – Deuxième Conseil

Bericht Nato-Delegation 31.12.07

Rapport Délégation OTAN 31.12.07

Ständerat/Conseil des Etats 18.03.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Le président (Bugnon André, président): La délégation vous propose de prendre acte de son rapport écrit.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

03.317

Standesinitiative Schwyz. Einbürgerungsverfahren Initiative cantonale Schwyz. Procédure de naturalisation

Zweitrat – Deuxième Conseil

Einreichungsdatum 10.11.03

Date de dépôt 10.11.03

Bericht SPK-SR 01.11.04

Rapport CIP-CE 01.11.04

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Bericht SPK-NR 22.02.08

Rapport CIP-CN 22.02.08

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Antrag der Kommission

Der Initiative keine Folge geben

Eventualantrag Föhn

(falls der Ordnungsantrag auf Verschiebung abgelehnt wird)
Der Initiative Folge geben

Schriftliche Begründung

Die Standesinitiative beinhaltet nicht dieselbe Forderung wie die Volksinitiative «für demokratische Einbürgerungen». Die

Schwyz Initiative stellt einen Kompromiss dar zwischen der SVP-Volksinitiative und der heute aufgrund der Bundesgerichtsurteile von 2003 angewandten Praxis, denn sie fordert lediglich für im Ausland geborene Ausländerinnen und Ausländer ein politisches Einbürgerungsverfahren. Sollte die Volksinitiative am 1. Juni 2008 nicht angenommen werden, so muss zumindest dieser Kompromiss stehenbleiben.

Die Standesinitiative wurde in Schwyz von der CVP lanciert und sowohl von der SVP als auch der FDP unterstützt.

Proposition de la commission

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition subsidiaire Föhn

(au cas où la motion d'ordre serait rejetée)

Donner suite à l'initiative

Le président (Bugnon André, président): Une motion d'ordre a été déposée par Monsieur Föhn.

Föhn Peter (V, SZ): Ich stelle hier einen Ordnungsantrag auf Verschiebung, auf Sistierung der Behandlung dieser Standesinitiative bis nach der nächsten Volksabstimmung. Die SPK zieht in Erwägung, dass die vorliegende Standesinitiative «in formaler Hinsicht hinfällig» geworden sei. Sie schreibt weiter: «Auch wenn die Forderungen der Initiative inhaltlich begrüsst werden, gilt es, dieser aus formalen Gründen keine Folge zu geben – ausser es besteht der Wunsch, dass sogleich eine neue Revision der soeben abgeschlossenen Gesetzgebung in Angriff genommen wird. Die Kommission beantragt daher, der Standesinitiative keine Folge zu geben.» Die Forderungen der Initiative werden inhaltlich also begrüsst, aber man legt sie hier ohne Diskussion vom Tisch.

Was verlangt diese Standesinitiative?

1. Die Erteilung des Bürgerrechtes an im Ausland geborene Ausländerinnen und Ausländer soll ein politischer Akt bleiben und nicht gerichtlich erzwungen werden können.

2. Das Verfahren soll fair sein und die Würde und Persönlichkeitsrechte der einbürgerungswilligen Personen gewährleisten.

3. Die kantonale Verfahrenshoheit ist zu gewährleisten.

Im Kanton Schwyz waren die Einbürgerungen wie in vielen anderen Kantonen seit je ein politischer, demokratischer Akt. Das 2003 gesprochene Bundesgerichtsurteil widerspricht in seiner Konsequenz einer langen Tradition und einer weitverbreiteten Rechtsüberzeugung. Es erstaunt deshalb nicht, dass der Richterspruch im Kanton Schwyz auf Unverständnis gestossen ist und grossen Unmut ausgelöst hat. Davon zeugen nicht nur entsprechende Debatten und Leserbriefe, sondern auch eine Petition mit mehr als 4000 Unterschriften, welche die Aufhebung einer Verordnung forderte, die der Regierungsrat im Gefolge des Bundesgerichtsurteils als Übergangslösung erlassen musste.

Es kann doch nicht angehen, dass diese Standesinitiative ohne Diskussion kurz vor der wegweisenden Volksabstimmung versenkt wird. Eine solche Vorgehensweise erachte ich als faulen Trick. Ein Instrument der direkten Demokratie, die Standesinitiative, würde so mit Füssen getreten. Bei 8 Gegenstimmen gibt es – für mich unverständlicherweise – keinen Minderheitsantrag, und das Geschäft wird in der Kategorie V traktandiert. Das ist keine ehrliche Politik, oder das wurde – wie es von einem Kommissionsmitglied bestätigt wurde – eben total «verlaueret».

Die Standesinitiative wurde im Kanton Schwyz von der CVP lanciert und sowohl von der SVP als auch von der FDP unterstützt. Weil diese Initiative von der CVP eingebracht wurde, beinhaltet sie nicht dieselbe Forderung wie die Volksinitiative «für demokratische Einbürgerungen». Die Schwyz Initiative stellt einen Kompromiss zwischen der SVP-Volksinitiative und der heute aufgrund des Bundesgerichtsurteils von 2003 angewandten Praxis dar, denn sie fordert lediglich für im Ausland geborene Ausländer-